

CORONA-TSUNAMI : PREMIER

Regard syndical sur la période de crise et sur celle qui va suivre. Comment sortir par le haut de la catastrophe et en tirer les bonnes pistes pour l'avenir ?

Felipe Van Keirsbilck, Secrétaire Général de la CNE (Centrale des employés de la CSC)

Cet article est écrit mi-mai. Bien trop tôt pour mesurer vraiment l'ampleur du désastre (humain, social, culturel, démocratique et économique), mais à un moment où on peut toutefois essayer de comprendre ce qui s'est passé, et de penser à ce qui va arriver.

Pour les syndicats, c'est une période où il faut en même temps jouer quatre rôles différents : parer aux urgences, interpréter, accompagner le déconfinement, et réinventer un avenir vivable.

1. Dès les premiers jours il nous a fallu en urgence porter secours aux victimes de la pandémie : chômage temporaire, maintien au travail dans des conditions dangereuses, abus de nombreux patrons au nom de l'exception Corona, menace de faillite...

2. Maintenant nous devons aussi dire ce qui se passe, et pourquoi. Elaborer et diffuser largement (y compris

- de mon entreprise ?

4. Et nous devons sans attendre préparer le « monde d'après ». Définir, et mettre en débat dans une démarche d'éducation permanente, les priorités politiques pour que le « monde d'après » ne soit pas une version cauchemardesque du monde d'avant... Dont on doit peut-être rappeler qu'il était loin d'être un paradis (pour les travailleurs, les pauvres, les migrants, la planète...).

Urgences

C'est important de raconter à ceux qui ne l'ont pas vu de près ce qu'ont représenté ces deux derniers mois pour les travailleuses et travailleurs des syndicats. Payer près de 900.000 personnes qui d'un jour à l'autre se sont retrouvées en chômage temporaire, en continuant à payer le chômage complet, était un exploit difficile. Surtout que les services des syndicats étaient eux-mêmes frappés

effets de cette crise a été de démontrer l'utilité vitale de syndicats forts, présents partout, et capables de gérer l'immense complexité des situations concrètes.

A côté de ce défi, nous avons aussi été tous les jours sur le front face aux abus d'employeurs cyniques. Deux exemples : des entreprises commerciales mettaient les vendeurs en chômage temporaire (c'est la Sécu qui paie) mais leur demandaient quand même de travailler depuis la maison... D'autres entreprises mettaient (y compris rétroactivement) leurs employés malades (parfois eux seuls !) en chômage temporaire, pour ne pas payer le mois de salaire garanti. Sans doute les patrons de ces boîtes font partie de ceux qui vomissent sur la « fraude sociale » des chômeurs qui bricolent pour survivre ... mais se comporter en profiteurs de crise pour se faire du fric sur le dos de la Sécu ne les dérange pas trop !

Entre la fuite en avant groupusculaire et la résignation gestionnaire, le temps est venu d'une radicalité populaire

au-delà du cercle des convaincus) un récit qui identifie les enjeux et les responsables de la crise. La « crise » ce n'est pas seulement la pandémie : ce sont aussi les réponses des Etats et de l'Union européenne (UE).

3. Démocratiser le déconfinement : faire de la (probablement longue) période de déconfinement le premier exercice pratique de « politisation de la crise ». Si l'on veut que les travailleurs s'intéressent à la dimension politique de ce qui se passe, il faut commencer par donner une dimension politique à ce qui les intéresse aujourd'hui : on déconfinement comment ? En vue des intérêts de qui ? Qui a quelque chose à dire sur le déconfinement – ou la déconfiture ...

par le confinement, la maladie ou la quarantaine, etc. Les persiflages du MR, qui enrage que (je cite) « les syndicats touchent le jackpot » grâce au chômage temporaire, doivent être appréciés dans ce contexte : payer un dossier chômage coûte plus cher que l'indemnité versée par l'ONEm. (*Lire l'encadré page 12*) Et c'est un travail de titan : beaucoup d'employé.es du syndicat ont travaillé aussi le soir et le week-end pour faire ces milliers de paiements le plus vite possible. Sans les services de paiement des syndicats, si seule la caisse publique auxiliaire (la CAPAC) avait dû payer, certains travailleurs auraient attendu des mois sans revenus... La réalité (on s'en serait bien passé !) est qu'un des

Interpréter

En même temps, les syndicats doivent jouer leur rôle – au sein d'un large front social – pour contribuer à ce que la vérité soit dite sur ce qui se passe. On se souvient tous de la crise de 2008, mais par son ampleur, cette crise doit se comparer davantage à celle de 1929. Ce sont deux exemples importants (et contradictoires) de comment une société peut traverser une crise : qu'est-ce qui a permis, après 1929 de répondre à la catastrophe par un *New deal*, un nouveau départ ? Les responsabilités (du capitalisme) ont été énoncées clairement, et les dirigeants ont mis sur la table des alternatives radicales. (1) Par contraste, l'immense et amère défaite des mouvements sociaux après le crash de 2008 s'explique en partie parce que les puissances financières et leurs relais politiques ont réussi à imposer, en 2009 et 2010, une escroquerie totale en guise de récit. Alors que le crash était celui de

REGARD SUR LE DÉSASTRE

la finance privée, débridée et dérégulée par les néolibéraux, ces derniers ont inventé la fable selon laquelle le problème venait des « dettes souveraines » et des excès de dépenses publiques. Oui, les Etats avaient dépensé et s'étaient endettés, mais c'était pour secourir les victimes du crash causé par les banques... et pour sauver ces banques ! Un tel mensonge a permis à Merkel et Sarkozy d'imposer dès 2010 une austérité démentielle, qui a durablement asphyxié l'économie européenne, et contribué à la montée du fascisme dans plusieurs Etats membres. Il est donc essentiel de montrer les responsabilités des politiques productivistes et néolibérales, tant dans la multiplication des pandémies que dans l'absurde incapacité des pays très riches à y réagir efficacement. On comprend bien l'intérêt, pour les libéraux et les financiers, d'une version officielle du genre « *c'est la faute d'un pangolin, on n'y peut rien* ». C'est sur cette base qu'ils préparent le retour au *business as usual*... après s'être fait gratuitement recapitaliser par les deniers publics.

Or tout, dans cette affaire, a une dimension politique. C'est vrai dès l'écllosion de la pandémie. Pas besoin d'une théorie du complot, avec un virus fabriqué en laboratoire pour le compte de Bill Gates. Il suffit de prêter attention aux nombreux rapports soulignant le rôle de la destruction de la biodiversité dans l'écllosion des pandémies. (2) En un demi-siècle, 70% des oiseaux ont disparu, et aujourd'hui sur la planète sept oiseaux sur dix sont des volailles d'élevage, entassées par milliers dans des usines à viande express. La biodiversité était notre première enveloppe immunitaire : sa destruction nous laisse sans défenses.

Politique encore, l'effet social et économique de cette pandémie. L'économie mondialisée, l'hyper spécialisation de la division internationale du travail, le libre-échange forcé produisent des systèmes très fragiles, où des biens essentiels sont à la merci d'un accident au bout du monde. C'est ainsi que notre petit pays, un des plus riches du monde, sera suré-



quipé en bombardiers nucléaires, mais incapable de se fournir en masques en papier. Et si aujourd'hui on parle beaucoup des masques, le vrai sujet sera sans doute très bientôt l'alimentation...

Enfin, les coupes dans les systèmes de santé (équipements et personnel), dénoncées depuis des années par les syndicats du non-marchand, nous éclatent brutalement au visage. Grâce à notre résistance syndicale, le système belge des soins de santé a heureusement été moins touché que d'autres pays européens (la France ou l'Italie, par exemple !) Mais quand le pire de la crise sera dernière nous, il faudra faire le compte des victimes (physiquement et moralement) dans le personnel soignant des hôpitaux et des Maisons de repos : si nous avons (sauf pour les vieux en Maisons de repos) évité une catastrophe « à l'italienne », c'est grâce à l'exceptionnelle mobilisation des soignants. Mais à quel prix humain ! Avec ou sans applaudissements aux balcons, elles et ils n'en sortiront pas indemnes.

Tout cela c'est pour la face sombre du récit, les responsabilités à ne pas

oublier dans l'écllosion de la pandémie et dans sa mauvaise gestion. Mais il ne faudra pas oublier, dans le récit de 2020, la face lumineuse : la résilience et le courage des milliers de travailleurs « invisibilisés » (en grande majorité des femmes) qui ont fait tenir les services essentiels, les solidarités et les créativité face à l'incurie des gouvernements, et aussi l'expérience d'une vie ralentie, réduite à l'essentiel, qui n'était évidem-

Avec ou sans applaudissements aux balcons, les soignant.es ne sortiront pas indemnes de cette crise.

Les puissances financières et leurs relais politiques ont réussi à imposer, en 2009 et 2010, une escroquerie totale en guise de récit

ment pas « les grandes vacances » (tout le monde n'a pas une grande maison et un jardin !) mais où beaucoup de familles ont expérimenté en même temps le côté oppressant du confinement, et le côté positif de ces rythmes ralentis. On a redécouvert

⇒ une chose étonnante : les achats, et la chaîne économique pour fournir les étalages, peuvent répondre à des besoins réels – et pas aux absurdes injonctions publicitaires à consommer sans cesse.

Au total, produire et faire entendre le récit de cette crise sera un défi culturel énorme. On ne peut pas le laisser à quelques états-majors médiatiques ou politiques (ni même syndicaux). Il faut le construire avec les mille voix

▷ Il faut sauver tous les emplois possibles. D'abord par la réduction collective du temps de travail : la semaine de quatre jours devrait devenir la norme générale, après des mois de confinement où est apparue plus que jamais la fracture entre ceux (soignants notamment...) qui ont vécu la semaine de (quasi) sept jours, et ceux qui ont été contraints à la semaine de zéro jour... Et aussi, partout où ce sera nécessaire, par un retour à des formules de « prépension ». (3)

social et la culture, pour qu'elles recommencent à piétiner nos intérêts collectifs ? Ou bien les obliger à recommencer sur de tout autres bases, nettement réduites, et avec un fort contrôle public ?

Réinventer

Au-delà des urgences, enfin, il faut travailler à définir les principaux axes de la politique future. Pour la CNE, il faut éviter de se disperser sur 80 « priorités ». Non pas qu'il n'y ait pas 80 choses importantes à changer ; mais nous avons face à nous des adversaires puissants et déterminés à ce que rien ne change – sauf nos droits et libertés qui peuvent être réduits à rien. C'est pourquoi nous appelons à un large front qui mette toutes les forces sur quatre objectifs essentiels et transversaux :

Allons-nous donner aux compagnies aériennes des milliards qui nous manqueront demain pour le social et la culture, pour qu'elles recommencent à piétiner nos intérêts collectifs ?

de celles et ceux qui ont souffert, qui ont aidé, qui ont lutté. Quel grand dommage que nos gouvernements voient les artistes et le monde de la culture comme une charge embarrassante, à cacher sous le tapis durant le déconfinement, alors qu'on pourrait leur demander de participer pleinement à l'émergence d'une conscience populaire de la catastrophe traversée ensemble...

Accompagner

Sur notre troisième mission – celle d'accompagner les travailleurs dans le long et difficile déconfinement, il est encore trop tôt pour faire le point. Partout, la santé des travailleurs doit être défendue face à l'impatience des employeurs à recommencer à gagner de l'argent. Dans plusieurs secteurs nous avons pu négocier des conventions collectives de travail (CCT) qui renforcent les conditions préalables à la relance de l'activité, ou le rôle des délégués dans les comités de prévention et de protection au travail (CPPT) pour protéger les travailleurs.

Heureusement que nous avons encore, en Belgique, un relativement bon système de chômage temporaire et d'indemnités de maladie, et que nous avons pu les améliorer pour affronter cette crise. Mais au-delà du chômage temporaire, on voit arriver la vague de licenciements : ce sont des dizaines de milliers d'emplois qui vont être perdus. Face à cela, il faut mettre d'urgence en place deux priorités :

▷ Les aides de l'Etat ne doivent être accordées que sous strictes conditions, sociales et écologiques. La position syndicale sur l'aide demandée par les compagnies aériennes (notamment Brussels Airlines) est claire sur ce point. (4) Ces géants arrogants, qui narguent depuis des décennies les Etats, la planète et les collectifs, sont toutes aujourd'hui virtuellement en faillite. Sans les Etats (sans notre argent à tous) elles n'existeront plus d'ici quelques semaines. Allons-nous leur donner des milliards qui nous manqueront demain pour le

a. Renforcer la Sécu et la protection sociale. Heureusement qu'elle était là, tant pour nous soigner que pour financer le chômage temporaire – et demain le chômage tout court pour des milliers d'entre nous ! L'évidence saute aux yeux qu'il faut beaucoup plus de Sécu (et de fonctions collectives) : il faudra donc les refinancer massivement, et créer de nouveaux droits (augmentation du salaire minimum, réduction collective du temps de travail, individualisation des droits, vrai statut pour les artistes, etc.) y compris à destination de travailleurs mal ou peu couverts (freelancers, contrats précaires, sans-papiers, etc.).

□ □ □

PAYER LE CHÔMAGE, ÇA COÛTE COMBIEN ?

La Belgique est l'un des (rares) pays où le chômage est payé principalement par les organisations syndicales (CSC, FGTB et CGSLB). Chaque syndicat doit tenir une comptabilité « OP » (organisme de paiement) scrupuleusement distincte de ses comptes « syndicaux », et les comptes OP sont surveillés à la loupe par les autorités. Pour que personne ne soit obligé de s'affilier à un syndicat pour percevoir son allocation de chômage, une « caisse auxiliaire » (publique) a été instaurée : c'est la CAPAC (Caisse auxiliaire de paiement des allocations de chômage). CSC et FGTB paient chacune un peu plus de 40% des dossiers chômage ; la CGSLB et la CAPAC chacune environ 10%.

Quand on dit que les syndicats « paient » le chômage, il faut évidemment préciser qu'ils ne financent pas les allocations. C'est l'ONEm qui les finance sur base des cotisations versées à l'ONSS (c'est-à-dire *in fine* d'une partie du salaire de tous les travailleurs). Le mot « payer » signifie donc que le syndicat vérifie si les conditions sont remplies, calcule le montant dû pour le mois considéré, puis avance au chômeur (temporaire ou complet) l'argent, que l'ONEm versera ensuite au syndicat – si toutes les conditions ont été bien vérifiées. Car personne ne peut, s'il n'a pas fait ce métier, se représenter la complexité et la charge de travail que représentent la vérification d'un

b. La reconquête du social ne devra pas passer par l'abandon de la planète. Il faut investir en urgence dans la transition écologique par des investissements publics dans les secteurs nécessaires à la pérennisation de la société (infrastructures énergétiques, transports publics, isolation du bâti, investissements dans la relocalisation, souveraineté alimentaire et redéveloppement de l'agriculture paysanne, etc.).

Ces deux premières priorités – et aussi le besoin d'injecter des milliards dans l'économie – demanderont des moyens financiers gigantesques. D'où les deux dernières priorités :

c. Dégager massivement de nouvelles ressources en remettant en cause les politiques budgétaires et monétaires qui empêchent de recourir à la dépense publique à des fins d'investissements nécessaires à la collectivité. Les règles austéritaires de l'UE étaient simplement antidémocratiques et antiéconomiques jusqu'à ce printemps ; elles sont désormais absurdes et criminelles, et il faut s'en débarrasser clairement. Non pas en les mettant « au frigo » comme le proposent des filous retors, mais en les mettant à la poubelle.

d. Enfin – car la dépense publique est *in fine* payée par

quelqu'un (5) – il faudra faire payer les plus riches, le monde de la finance et les multinationales, via une refonte solidaire, transparente et équitable des politiques fiscales : globalisation des revenus, action déterminée contre la fraude et l'évasion fiscale, taxation progressive des hauts revenus et des grandes fortunes... Cette révision allégerait l'impôt payé par les plus bas salaires, augmenterait l'impôt payé par les hauts revenus et prévoirait des tranches de plus de 75% sur les plus fortunés.

Faire front

Il est bien évident que de telles alternatives ne nous seront pas « offertes » par les pouvoirs économiques et politiques. Autant que le choix des priorités politiques, l'enjeu est donc la construction d'un large front populaire, social, écologique et démocratique, pour créer le rapport de forces dont nous aurons besoin, et « faire bouillir la marmite par le fond ».

A cet égard, et pour conclure, il faudra déterminer avec audace le bon équilibre entre un « front » marginal, purement oppositionnel ou tribunitien, qui n'entraînerait qu'une frange très minoritaire de militants déjà politisés ; et une posture gestionnaire, se contentant

d'adaptations marginales au système économique, par peur du conflit ou par manque de confiance dans la puissance de l'action collective et des mouvements populaires.

Entre la fuite en avant groupusculaire et la résignation gestionnaire, le temps est venu d'une radicalité populaire. Si des dirigeants politiques ou syndicaux se voient en « hommes d'Etat » et croient que pour « limiter les dégâts » ils ne peuvent compter que sur leurs capacités argumentaires, alors ils ont raison d'abdiquer d'emblée toute ambition. Mais si on croit que la démocratie à construire d'en bas, l'éducation permanente et les mouvements sociaux, écologistes, féministes, etc. sont capables, ensemble, de construire une force réelle, avec la majorité des travailleuses et travailleurs et des citoyennes et citoyens, alors il faut afficher des ambitions à la hauteur du Tsunami qui nous frappe. Et réinventer une nouvelle normalité, radicalement différente, qui nous protège du retour à l'anormal (6). □

La reconquête du social ne devra pas passer par l'abandon de la planète

dossier et le calcul d'un montant pour le chômage. Non seulement la législation « chômage » est de plus en plus compliquée, mais les réalités professionnelles se sont embrouillées avec la multiplication des statuts partiels et précaires. Vous calculeriez comment le droit au chômage temporaire de quelqu'un qui cumule un CDD en temps partiel, des intérim courts à répétition, et un flexijob dans l'Horeca ... ?

Ce travail de « paiement » (administration, calcul, versement) mobilise plus de 1.000 personnes dans les OP des 3 syndicats, et plus de 500 à la CAPAC. Tout cela a évidemment un coût, c'est pourquoi l'ONEm verse, en plus du montant des allocations destinées aux chômeurs, une indemnité

de gestion, supposée couvrir les frais du travail de paiement. « Supposée » car il y a bien longtemps que cette indemnité ne suffit plus : depuis des années, les syndicats perdent de l'argent pour chaque dossier de chômage payé. Le montant de l'indemnité est d'une vingtaine d'euros par dossier et par mois pour la CSC et la FGTB, un peu plus pour la CGSLB (parce qu'elle paie moins de cas) ; et à la CAPAC le coût par dossier est autour de 45 €.

Quand le MR fulmine contre la *jackpot* que le paiement du chômage constituerait pour les syndicats, c'est à la fois faux, indigne... et cocasse : faut-il renvoyer tous les chômeurs vers un monopole public... qui coûterait plus cher ?

(1) En quelques mois, aux USA, Roosevelt fait passer une quinzaine de mesures révolutionnaires (nationalisations, scission des grands trusts, investissement public massif, bases d'une Sécurité sociale, imposition jusqu'à 90% des tranches les plus élevées de revenu ...) En Europe, un peu plus tard, les Fronts populaires vont jeter les bases de ce qui deviendra la Sécurité et le « modèle social » après la guerre...

(2) Lire par exemple <https://www.actu-environnement.com/ae/news/covid-19-pandemies-biodiversite-ipbes-plans-relance-reorientation-33388.php4>

(3) Petit rappel utile ici, tant a triomphé partout la propagande néolibérale qui présente la prépension (désormais appelée RCC pour régime de chômage avec complément d'entreprise) comme une façon de « faire payer la collectivité ». C'est l'inverse : dès lors que le choix s'impose entre le chômage ou la prépension, c'est cette dernière qui fait contribuer les entreprises et soutient au mieux les travailleurs et l'économie – et protège les possibilités de rebondir pour les travailleurs jetés dehors.

(4) Lire par exemple <https://www.lacsc.be/cne/actualites/2020/05/14/brussels-airlines-communication-du-front-commun>

(5) Affirmation à nuancer : depuis Keynes nous savons tous (sauf Didier Reynders et ses petits amis) que la dépense publique correctement affectée crée largement de la richesse ; dans une large mesure elle se paie donc elle-même à moyen terme. Néanmoins on sait qu'une grosse part du « sauvetage » de l'économie, et des investissements nécessaires, exigera que les Etats trouvent d'importantes recettes supplémentaires.

(6) Lire l'appel en ce sens sur le site www.econospheres.be